



Le gouvernement canadien qui vient d'être élu fait face à plusieurs questions importantes, dont celle de nos relations avec le reste du monde, et le rôle que le Canada veut y jouer. Si nous voulons gagner un siège au Conseil de sécurité, il nous faut envoyer un signal fort au sujet de ce que nous voulons y faire. En particulier, nous avons besoin d'envoyer un signal fort à l'Afrique, que nous avons négligée, et maintenant. Avec 54 pays, et une population de 1,2 milliards (qui va doubler d'ici 2050) l'Afrique est importante. De nombreux pays importants s'en sont rendus compte, et ont organisé des rencontres régulières (et non pas isolées) qui visent la création de partenariats, à la fois économique et politique (de "Une ceinture, une route" de la Chine au Sommet et forum économique Russie-Afrique des 23-24 octobre 2019 à Sotchi).

Le signal que le Canada doit envoyer à l'Afrique (et au monde) devrait montrer que nous sommes déterminés à jouer un rôle sérieux. Le Groupe de réflexion sur l'Afrique croit que, pour envoyer ce signal, le Canada doit prendre quelques décisions critiques à court terme, et les publiciser. Il faut consulter les Canadiens, et communiquer régulièrement avec eux, afin de renforcer leur sensibilisation à l'importance croissante de l'Afrique et du rôle joué par le continent et ses peuples dans l'avenir du Canada. Ce texte esquisse ce que nous croyons être les éléments clés qui devraient servir de base à une stratégie canadienne d'engagement avec l'Afrique.

Pourquoi l'Afrique (l'importance de l'Afrique)

Les 54 pays de l'Afrique ont beaucoup de poids au sein des différentes enceintes multilatérales, notamment à l'ONU, au Commonwealth, et dans la Francophonie, où le Canada espère faire avancer un agenda basé sur ses valeurs. L'Afrique est le deuxième continent le plus peuplé après l'Asie, et son économie croît plus rapidement que tout autre continent sauf l'Asie. Des puissances économiques, et émergentes, telles la Chine, la Russie, l'Inde, l'Allemagne, le Brésil et la Turquie l'ont reconnu, et s'efforcent de renforcer leurs liens avec l'Afrique de maintes façons. L'Afrique fait également face à des défis importants, dont le changement climatique et le besoin de créer des emplois pour le nombre croissant de jeunes, alors qu'il pourrait constituer un dividende démographique. Les Africains ne bénéficient pas suffisamment de la richesse de leur continent, et plusieurs gouvernements africains n'ont pas eu à cœur les intérêts de leurs citoyens. Ceci est en train de changer, et une relation renouvelée entre le Canada et l'Afrique est souhaitable et possible pour des bénéfices mutuels, basée par exemple, sur la nouvelle entente de libre échange continental.

Les intérêts canadiens en Afrique

Le Canada veut exporter davantage de biens et services tant traditionnels qu'innovateurs. Nous voulons que nos sociétés puissent faire des investissements rentables sans risque politique. Le Canada a aussi besoin de l'appui de ces 54 pays pour sa quête d'un siège au Conseil de Sécurité de l'ONU (2021-22). Plus généralement, une Afrique prospère et paisible, avec des conditions sociales et économiques qui s'améliorent de façon soutenue, est dans l'intérêt du Canada et du reste du monde.

Ce que l'Afrique veut, ce dont l'Afrique a besoin

Les pays africains sont plus intéressés au commerce et à l'investissement qu'à l'aide internationale. Ils ont un besoin aigu d'infrastructures de qualité. Ils ont besoin de marchés pour leur production de biens et de services, non pas seulement ceux qu'ils produisent maintenant, mais aussi ceux qu'ils pourraient produire s'ils n'étaient pas dans les faits exclus de plusieurs marchés. De nombreux facteurs bloquent ces marchés aux compagnies africaines, des tarifs à la réglementation, de cette absence d'infrastructure, à la difficulté de financer le commerce à cause de règles mises en place pour éviter une répétition de la crise financière de 2008. Les pays africains veulent de l'aide non paternaliste pour améliorer leurs systèmes de gouvernance et pour mettre en œuvre une réglementation moderne, existant souvent sur papier, qu'ils reconnaissent comme base essentielle à la croissance et à l'élargissement de leur capacité productive de biens et services. Et ils ont besoin d'assistance effective pour s'adapter aux changements climatiques inévitables, où ils sont justement sur la ligne de front. Ils ont également besoin que les investisseurs canadiens se comportent de façon responsable.

Ce que le Canada peut offrir

Le Canada n'a plus le rayonnement international qu'il a eu dans les années 70 ou 80, mais nous avons encore beaucoup à offrir. Bien que nous ne pourrions pas fournir d'aide substantielle pour combler, même partiellement, les besoins en infrastructure de l'Afrique, nos firmes d'ingénieur-conseil peuvent offrir des services de qualité. Une ou l'autre de nos deux langues officielles sont utilisées quotidiennement dans la majorité des pays africains, en particulier ceux qui sont membres du Commonwealth ou la Francophonie.

Nous avons des systèmes de réglementation parmi les meilleurs au monde qui peuvent être des modèles d'aspiration, et ultimement, d'émulation: par exemple, la Banque du Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières, l'Agence du Revenu du Canada, l'Agence canadienne d'inspection d'aliments, Santé Canada et des régimes de redevance pour les ressources naturelles. En tant que membre du G7, mais une puissance moyenne sans histoire de colonisateur, nous pouvons être des partenaires sans éveiller des soupçons que peuvent créer d'autres pays, plus importants. En tant que fédération, ayant décentralisé véritablement du pouvoir du centre vers les régions, dont certaines ont des caractéristiques culturelles ou sociales distinctes, nous offrons un modèle qui permet d'éviter des problèmes découlant d'une gouvernance excessivement centralisée et hiérarchisée.

Finalement, les diasporas africaines au Canada, en pleine expansion, pourraient faciliter un engagement constructif avec les pays du continent.

Quelle relation entre le Canada et l'Afrique?

Le Canada devrait se fixer l'objectif de construire une relation avec l'Afrique qui reflète la nature multidimensionnelle de nos liens actuels et potentiels avec le continent; des relations politiques, économiques (commerce et investissement), se préoccupant des droits humains et de la sécurité. Nos mécanismes d'engagement devront être basés sur les principes 1) d'un partenariat véritable entre égaux; 2) de bénéfices mutuels; et 3) d'un engagement à long-terme.

De tels mécanismes multidimensionnels ont plus de chances de faire progresser l'agenda canadien "progressiste et souhaitant lutter contre la corruption" que n'auraient des discussions étroites sur des sujets précis et imposés. En s'engageant avec nos partenaires africains sur un agenda plus vaste qui tient compte de leurs préoccupations, nous pourrions avoir plus d'impact sur des points délicats tel l'égalité entre les genres.

Pour avancer, le Canada devrait:

- 1) Construire une stratégie sérieuse d'engagement avec l'Afrique qui réunit tous les mécanismes de la politique étrangère et qui vient appuyer notre politique étrangère globale, à travers des consultations avec Canadiens et Africains. Nous avons besoin de la communiquer clairement, de telle sorte que même les pays qui ne sont pas visés directement par le renforcement des liens entre le Canada et l'Afrique sont conscients du renouveau d'intérêt du Canada pour le continent. Le point de départ devrait être une tournée des principales capitales africaines, ainsi que des consultations à travers le Canada.
- 2) Renforcer le commerce et les investissements pour un bénéfice mutuel : i) par une augmentation du nombre de délégués commerciaux en Afrique; ii) en s'assurant que les relations commerciales internationales sont équitables; iii) par un appui à la mise en œuvre de la nouvelle entente de libre échange continental; et iv) en s'assurant que les sociétés privées canadiennes se comportent de manière responsable, en donnant au nouveau poste d'ombudsman les pouvoirs nécessaires.
- 3) Renforcer nos relations diplomatiques avec l'Afrique et notre compréhension des enjeux en : i) augmentant le nombre missions diplomatiques ayant un chef de mission canadien résidant; ii) renforcer les relations avec les gouvernements africains à travers des visites ministérielles, et même au niveau du premier ministre - dans les deux directions; iii) ayant des rencontres au moins annuelles avec l'ensemble de la communauté diplomatique africaine accréditée au Canada afin de discuter un ordre du jour préalablement établi par entente mutuelle et iv) engageant davantage avec les communautés de la diaspora.

- 4) Annoncer (tel que le font les plateformes électorales des libéraux, des néo-démocrates et des verts) des cibles précises d'augmentation pour l'Aide publique au développement (APD) - du niveau actuel de 0,28% du RNB à 0,35% d'ici 2025 et à 0,40% d'ici 2030 (la date cible pour atteindre les Objectifs de développement durable). Ces augmentations devraient cibler principalement l'aide bilatérale en Afrique et auprès des institutions multilatérales africaines. Elles devraient comprendre un appui accru pour l'adaptation aux changements rapides du climat en Afrique - la concentration actuelle de nos efforts sur les fonds multilatéraux de mitigation n'a pas de visibilité en Afrique.

Le Comité directeur
Groupe de réflexion sur l'Afrique

Ceci est basé sur le [Document de vision sur les relations Canada-Afrique de mars 2019](#) du Groupe de réflexion sur l'Afrique